



## CHAPITRE 37

### Loi des palais de justice et prisons

#### SECTION I

##### DES PRISONS ET DES MAISONS DE CORRECTION

Maisons  
de cor-  
rection.

1. Chaque prison dans tout district de la province est une maison de correction pour le district dont elle est la prison commune et doit continuer de l'être jusqu'à ce qu'un autre édifice soit déclaré par la loi maison de correction pour ce district, et la présente disposition s'applique à toute prison qui peut être bâtie à l'avenir. S. R. 1941, c. 31, a. 2 (*partie*).

Shérif.

2. La maison de correction est sous les seuls soins, surveillance et administration du shérif du district dans lequel elle est située, tant qu'elle est dans le même édifice où se trouve la prison. S. R. 1941, c. 31, a. 2 (*partie*).

Prison de  
deux dis-  
tricts.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district.

Transfert  
de prison-  
niers.

Tout prisonnier détenu dans une des prisons de ce district peut être transféré dans une autre prison, lorsque le lieutenant-gouverneur le juge nécessaire, avec le même effet que si l'infraction ou le crime pour lequel ce prisonnier est ainsi détenu eût été commis dans le district où se trouve telle autre prison.

Lieu  
d'emprison-  
nement.

Toute personne arrêtée pour infraction ou crime, et dont l'incarcération a été or-

## CHAPTER 37

### Court House and Gaol Act

#### DIVISION I

##### GAOLS AND HOUSES OF CORRECTION

1. Every gaol built or to be built in any district shall be the house of correction for the district or districts of which it is the common gaol, unless and until another building is by law made the house of correction for such district. R. S. 1941, c. 31, s. 2 (*part*).

House of  
correc-  
tion.

2. The house of correction shall be under the sole care, superintendence and management of the sheriff of the district in which it is situate, so long as it is within the same building in which the gaol is. R. S. 1941, c. 31, s. 2 (*part*).

Sheriff.

3. The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, when he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall be also the common gaol and house of correction of any other district.

Gaol for  
two dis-  
tricts.

Any prisoner confined in any gaol of such district may, when the Lieutenant-Governor deems the same necessary, be transferred to any other gaol, with the same effect as if the offence or crime for which such prisoner is so confined had been committed in the district in which such other gaol is situated.

Transfer  
of pris-  
oners.

Any person arrested for any offence or crime, where imprisonment has been

Place of  
imprison-  
ment.

donnée par autorité compétente, peut être incarcérée dans l'une ou l'autre de ces prisons avec le même effet. S. R. 1941, c. 31, a. 3.

lawfully ordered, may be imprisoned in either of such gaols, with a like effect. R. S. 1941, c. 31, s. 3.

Déten-  
tion.

4. Tout tel prisonnier doit être détenu dans cette autre prison jusqu'à ce qu'il soit dûment élargi suivant la loi, ou jusqu'à ce qu'il soit de nouveau ramené dans la prison d'où il a été ainsi transféré pour subir son procès devant le tribunal compétent.

4. Every such prisoner shall be confined in such other gaol until discharged according to law, or until he is again brought back to the gaol whence he was so transferred, to stand his trial before the proper court.

Autorisa-  
tion de  
trans-  
férer.

Une lettre du procureur général autorisant le transfert ou le retour du prisonnier est suffisante, et, en vertu de cette lettre et de la présente loi, le shérif peut transférer le prisonnier ou le ramener, suivant le cas, et lui ou ses députés, en agissant ainsi, ont, relativement au prisonnier, dans le district où il est transféré, et dans tout district qu'il traverse avec eux, les pouvoirs qu'ils auraient dans leur propre district.

A letter from the Attorney-General authorizing the transfer or return of the prisoner shall suffice, and, in virtue thereof and of this act, the sheriff may transfer or bring back the said prisoner, as the case may be, and he and his deputies shall have, in relation to the said prisoner within the district to which he shall have been transferred, and within every district through which he shall pass with him, the powers which he or they possess in their own district.

Pouvoirs  
des shé-  
rifs et  
geôliers.

Le shérif et le geôlier du district dans la prison duquel le prisonnier est transféré, et leurs députés, ont sur lui, depuis le temps où il a été remis aux dits shérif ou geôlier, les mêmes pouvoirs qu'ils auraient eus si ce prisonnier eût été écroué en premier lieu dans la prison du district mentionné en dernier lieu. S. R. 1941, c. 31, a. 4.

The sheriff and the gaoler of the district to the gaol of which the prisoner is transferred, and their deputies, shall have, in relation to such prisoner, from the time of his being committed to the said sheriff or gaoler, the same powers which they would have possessed if the said prisoner had been, in the first instance, imprisoned within the gaol of the last mentioned district. R. S. 1941, c. 31, s. 4.

Prisons  
addi-  
tionnel-  
les.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le juge à propos, ordonner, dans un district, la construction d'une ou de plusieurs autres prisons que celle déjà existante, ou l'acquisition ou l'usage d'un ou de plusieurs bâtiments convenables pour servir de prisons, et déclarer que telles prisons ou bâtiments, sont des prisons communes et des maisons de correction du district.

5. The Lieutenant-Governor in Council may order the construction, in any district, of one or more gaols other than that already existing, or the acquisition or use of one or more buildings suitable for the purpose, to serve as gaols, and may declare such gaol or gaols, or buildings, to be common gaols and houses of correction for the said district.

Trans-  
fert de  
prison-  
niers.

Tout prisonnier détenu dans une des prisons communes de tel district peut être transféré de cette dernière prison dans une autre prison commune du district, lorsque le lieutenant-gouverneur le juge nécessaire, avec le même effet que s'il n'y avait qu'une prison commune dans le district.

Any prisoner confined in any of the common gaols of such district may be transferred therefrom to any other common gaol of the said district, when the Lieutenant-Governor deems it necessary, with the same effect as if there had been but one common gaol in the district.

Déten-  
tion.

Toute personne arrêtée pour infraction ou crime, et dont l'incarcération a été ordonnée par autorité compétente, peut

Any person arrested for any offence or crime, whose imprisonment has been lawfully ordered, may be imprisoned in

être écrouée dans toute prison commune du district. S. R. 1941, c. 31, a. 5.

any common gaol of the said district. R. S. 1941, c. 31, s. 5.

Direction  
des mai-  
sons de  
correc-  
tion.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, dans chacun des districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières, respectivement, trois personnes étant juges de paix pour le district, lesquelles forment un comité qui a la surveillance de la maison de correction; ce comité doit fournir les matériaux et choses nécessaires à l'usage et à l'emploi des personnes qui y sont confinées, et faire des règlements pour la gouverne de cette maison de correction, et des maîtres de cette maison, ainsi que des personnes y confinées, dans tous les cas non prévus par la loi.

6. The Lieutenant-Governor in Council may appoint, in each of the districts of Quebec, Montreal and Three Rivers, respectively, three justices of the peace for the said districts, as a committee to superintend the house of correction in such district; the said committees shall provide stock and materials for the use and employment of the persons confined in the houses of correction in the said districts, and shall also make orders for the regulation of the said houses of correction and of the masters of such houses of correction, and of the persons therein confined, in all cases not provided for by law.

Manage-  
ment of  
houses of  
correc-  
tion.

Règle-  
ments.

Ces règlements sont mis à exécution après avoir été approuvés par la Cour du banc de la reine dans chacun de ces districts à tout terme tenu en matière criminelle.

Such regulations, being approved by the Court of Queen's Bench, in each of the said districts, at any criminal term, shall be carried into execution.

Regula-  
tions.

Idem.

Sujets à l'approbation donnée de la même manière par la Cour du banc de la reine, les comités doivent faire, aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire, d'autres règlements soit pour abroger ceux déjà existants, soit pour leur être ajoutés.

The committees shall, in like manner, and as often as they think necessary, make any other regulations, both for the repeal of such orders before made and by way of addition thereto, which must also be approved by the said court.

Idem.

Prohibi-  
tion du  
fouet.

Ces règlements ne doivent, dans tous les cas, autoriser aucune personne à fouetter ou à faire fouetter des prisonniers détenus dans telle maison de correction. S. R. 1941, c. 31, a. 6.

No such regulation shall authorize any person to whip or cause to be whipped any prisoner confined in such house of correction. R. S. 1941, c. 31, s. 6.

Whip-  
ping.

Avance  
de deniers.

7. Jusqu'à ce que des maisons de correction séparées soient établies dans les districts ci-dessus mentionnés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut avancer, annuellement, aux comités dans chacun de ces districts, sur les deniers non affectés entre les mains du ministre des finances, une somme n'excédant pas huit cents dollars pour le district de Québec, une somme n'excédant pas huit cents dollars pour le district de Montréal, et une somme n'excédant pas quatre cents dollars pour le district de Trois-Rivières, afin de donner à ces comités les moyens de louer, ou autrement se procurer, un bâtiment propre et convenable pour servir de maison de correction temporaire, d'aménager ce bâtiment de manière qu'il puisse servir à l'usage auquel il doit être employé et au genre

7. Until separate houses of correction are erected in the said districts, the Lieutenant-Governor in Council may, out of any unappropriated moneys in the hands of the Minister of Finance, advance annually to the committees aforesaid in the said districts, a sum not exceeding eight hundred dollars for the district of Quebec, a sum not exceeding eight hundred dollars for the district of Montreal, and a sum not exceeding four hundred dollars for the district of Three Rivers, for the purpose of enabling the said committees to hire or provide a building fit to serve as temporary house of correction, to lay out such building in a way suitable for its use as such, and for the kind of work to be done therein, and also to provide stock and materials for the employment of the persons confined in a

Annual  
advances.

de travail qui doit y être exécuté, et aussi de fournir les matériaux et objets nécessaires au travail et à l'occupation des personnes confinées dans ces maisons de correction, et d'accorder des salaires raisonnables aux surintendants et aux gardiens de ces maisons de correction dans chacun de ces districts. S. R. 1941, c. 31, a. 7.

house of correction, as well as for the purpose of allowing reasonable salaries to the superintendent and keepers thereof, in each district. R. S. 1941, c. 31, s. 7.

Supplément  
pour  
Montréal.

8. En raison de l'augmentation de la population du district de Montréal, et du grand nombre de prisonniers dans la maison de correction de ce district, le lieutenant-gouverneur en conseil peut avancer, à même les fonds ci-dessus mentionnés pour les fins susdites, telle autre somme qui est jugée nécessaire, sur la représentation du comité chargé de la surveillance de telle maison de correction et l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, mais la somme avancée, en sus de la somme annuelle ci-dessus mentionnée de huit cents dollars, ne doit pas excéder la somme de quatre cents dollars par année. S. R. 1941, c. 31, a. 8.

8. In consequence of the increase of the population of the district of Montreal, and the great number of prisoners in the house of correction for the said district, the Lieutenant-Governor in Council may advance, out of any of the said funds, such further sum for the purpose aforesaid, as on a representation from the committee for superintending the said house of correction may be found necessary and is approved of by the Lieutenant-Governor in Council, but the additional sum so advanced over and above the said annual sum of eight hundred dollars shall not, in any one year, exceed four hundred dollars. R. S. 1941, c. 31, s. 8.

Maisons  
de correc-  
tion dans  
Les pri-  
sons.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter, pour la maison de correction, les parties des prisons communes dans la ville de Montréal et les cités de Québec et de Trois-Rivières, qui peuvent être occupées, et être convenablement consacrées à cet objet, sur le rapport des membres du comité chargé de surveiller la maison de correction. S. R. 1941, c. 31, a. 9.

9. The Lieutenant-Governor in Council may appropriate, for the purpose of a house of correction, such part or parts of the common gaols in the cities of Quebec, Montreal and Trois-Rivières as may be vacant and can be conveniently appropriated to that purpose, upon the report of the members of the committees appointed to superintend houses of correction. R. S. 1941, c. 31, s. 9.

## SECTION II

### DE L'ENTRETIEN DES PALAIS DE JUSTICE ET DES PRISONS

Propriété  
du gou-  
verne-  
ment.

10. Le titre de propriété du palais de justice et de la prison de district, au chef-lieu ou près du chef-lieu, dans chacun des districts de la province, appartient au gouvernement. S. R. 1941, c. 31, a. 10.

10. The title to the district court house and gaol, at or near the chief-place in each district of the Province, shall belong to the Government. R. S. 1941, c. 31, s. 10.

Assuran-  
ce.

11. Le ministre des travaux publics peut faire assurer, contre les pertes résultant du feu, tout palais de justice et toute prison appartenant au gouvernement. S. R. 1941, c. 31, a. 11.

11. The Minister of Public Works may insure against loss by fire each and every court house and gaol belonging to the Government. R. S. 1941, c. 31, s. 11.

Palais de justice de comté.

12. Le titre de propriété d'un palais de justice d'un district électoral et de l'emplacement sur lequel il est construit appartient à la municipalité de comté pour les intérêts ou droits qu'elle y a acquis. S. R. 1941, c. 31, a. 12.

**12.** The title to any electoral district court house, and to the site thereof, shall be vested in the county municipality to the extent of such right or interest as it may have acquired therein. R. S. 1941, c. 31, s. 12.

Budget.

13. Les sommes requises pour tenir en bon état de réparation les palais de justice et prisons de district et pour payer les jurés dans les affaires criminelles sont prises sur les montants votés, chaque année, par la Législature.

**13.** The sums required for keeping in good repair the district court houses and gaols and for paying the jurors in criminal cases shall be taken out of the moneys voted each year by the Legislature.

Sommes versées au fonds consolidé.

De même que toutes autres sommes qui, avant le 1er juillet 1933, devaient, en vertu de toute loi, être versées au fonds des bâties et des jurés, les sommes suivantes doivent, à compter de cette date, être versées au fonds consolidé du revenu: un pour cent sur les deniers perçus par le shérif du district ou par tout huissier y résidant, en vertu d'exécution de meubles dans toute cause civile, et un pour cent sur toute somme d'argent perçue par le shérif du district en vertu d'une exécution d'immeuble dans une cause civile, pourvu que la somme d'argent perçue excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, et un pour cent sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale, si cette somme n'excède pas ce montant ou s'il n'y a pas d'hypothèque. Néanmoins, si le montant réalisé par la vente de l'immeuble, bien que n'étant pas de la totalité de la première hypothèque, est plus élevé que la moitié de l'évaluation municipale, le pourcentage est prélevé sur le montant réalisé;

Together with any other sums which, before July 1st 1933, were under any act payable into the building and jury fund, the following sums shall, from and after said date, be paid into the consolidated revenue fund: one per cent upon all moneys levied by the sheriff of the district, or by any bailiff residing therein, under execution against moveables in any civil case, and one per cent upon all moneys levied by the sheriff of the district under execution against immoveables in any civil case, provided the sum levied exceeds the amount of the first hypothec upon the immoveables sold, and one per cent upon one-half of the value set forth in the municipal valuation, if such sum does not exceed the amount of such first hypothec or when there is no hypothec. Nevertheless, if the sum realized by the sale of the immoveable, although not equal to the first hypothec, is higher than one-half of such municipal valuation, the percentage shall be levied upon the price of sale;

Faillite.

S'il s'agit d'exécution d'immeubles faite conformément aux dispositions de la Loi de faillite (S. R. C, 1952, chap. 14), le droit de un pour cent exigible sous l'autorité de l'alinéa précédent est perçu par le ministère des finances à Québec, et versé au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 31, a. 13; 8 Geo. VI, c. 11, a. 1.

In the event of an execution against immoveables under the provisions of The Bankruptcy Act (R. S. C., 1952, Chap. 14), the duty of one per cent exigible under the preceding paragraph shall be collected by the Department of Finance at Quebec and paid into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 31, s. 13; 8 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Perception par le shérif.

14. Les sommes qui, d'après l'article 13, doivent être versées au fonds consolidé du revenu, sont perçues sous le contrôle du procureur général par le shérif qui en rend compte au ministre des fi-

**14.** The sums which must be paid into the consolidated revenue fund under section 13 shall be collected, under the control of the Attorney General, by the sheriff, who shall render an account thereof

nances, au temps et en la manière et la forme que ce dernier indique.

Le shérif est considéré comme un officier employé à la perception du revenu au sens des dispositions des articles 7 et suivants de la Loi du ministère du revenu (chap. 66). S. R. 1941, c. 31, a. 14 *(partie)*; 8 Geo. VI, c. 11, a. 2.

Excédent. 15. Tout excédent de deniers formant partie du fonds consolidé du revenu peut être placé, par le ministre des finances, en effets du gouvernement. S. R. 1941, c. 31, a. 14 *(partie)*.

Site des édifices. 16. Toutes les fois qu'il devient nécessaire de construire ou de reconstruire un palais de justice ou une prison dans un district, ce palais de justice ou cette prison peut être érigé au chef-lieu du district ou auprès du chef-lieu, à tel endroit que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit, et, aussitôt que l'édifice est prêt, il est employé pour toutes les fins de l'administration de la justice. S. R. 1941, c. 31, a. 16.

Bâtiments temporaires. 17. Lorsqu'il devient nécessaire de reconstruire un palais de justice ou une prison, le shérif du district peut, pendant sa construction, se procurer, au chef-lieu ou auprès du chef-lieu, à l'endroit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'usage temporaire d'un bâtiment convenable pour un palais de justice ou pour une prison, ou les deux, selon le cas, laquelle est employée, pour les fins de l'administration de la justice en matières civiles et criminelles, de la même manière et avec le même effet légal qu'un palais de justice ou une prison à l'état permanent pourrait l'être. S. R. 1941, c. 31, a. 17.

Vente des édifices. 18. Si, dans un district, un palais de justice ou une prison n'est plus nécessaire pour l'usage de ce district, le ministre des travaux publics peut les faire vendre ainsi que l'emplacement sur lequel ils sont construits. S. R. 1941, c. 31, a. 18.

to the Minister of Finance, at such time and in such manner and form as the latter shall appoint.

The sheriff shall be deemed an officer employed in the collection of the revenue within the meaning of the provisions of sections 7 and following of the Department of Revenue Act (Chap. 66). R. S. 1941, c. 31, s. 14 *(part)*; 8 Geo. VI, c. 11, s. 2.

15. Any surplus moneys forming part of the consolidated revenue fund may be invested by the Minister of Finance in Government securities. R. S. 1941, c. 31, s. 14 *(part)*. Investment of surplus.

16. Whenever it becomes necessary to build or to rebuild any court house or gaol in any district, such court house or gaol may be built at or near the chief-place of the district, at such place as the Lieutenant-Governor in Council shall direct, and, as soon as it is ready, it shall be used for all the purposes relating to the administration of justice. R. S. 1941, c. 31, s. 16. Building site.

17. Whenever it becomes necessary to rebuild a court house or gaol, the sheriff in any district may, during its reconstruction, procure temporarily, at or near the chief-place, at a place to be approved by the Lieutenant-Governor in Council, a building suitable for a court house or gaol, or both, as the case may be, which shall be used for the purposes of the administration of justice in civil and criminal matters, in the same manner and with the same legal effect as a permanent court house and gaol might be. R. S. 1941, c. 31, s. 17. Temporary accommodation.

18. If, in any district, any court house or gaol is no longer required for the use of such district, the Minister of Public Works may cause the same, and the land on which it is built, to be sold. R. S. 1941, c. 31, s. 18. Sale of buildings.

### SECTION III

DE L'USAGE DES PALAIS DE JUSTICE PAR LA COUR  
DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA

Séances. 19. Dans le cas où la Cour de l'Échiquier du Canada est appelée à tenir ses

### DIVISION III

USE OF COURT HOUSES BY THE JUDGE OF THE  
EXCHEQUER COURT OF CANADA

19. When sittings of the Exchequer Court of Canada are appointed to be Sittings.



séances dans une cité, une ville ou dans un endroit où il existe un palais de justice, le juge présidant chacune de ces séances possède, à tous égards, la même autorité qu'un juge de la Cour supérieure, en ce qui regarde l'usage du palais de justice et des autres bâtiments ou salles réservées, en tel endroit, à l'administration de la justice. S. R. 1941, c. 31, a. 19.

held in any city, town or place in which a court house is situated, the judge presiding at any such sittings shall have, in all respects, the same authority as a judge of the Superior Court in regard to the use of the court house and other buildings or apartments set apart in such place for the administration of justice. R. S. 1941, c. 31, s. 19.

#### SECTION IV

##### DES PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉS

Proclamation.

20. Par proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps étendre à tout district judiciaire, dans cette province, où un palais de justice a été détruit par l'incendie, les dispositions de la loi 37 Victoria, chapitre 15, pour remédier aux pertes causées par l'incendie du palais de justice de Québec; lesquelles dispositions, le ou après le jour fixé dans la proclamation, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à tout tel district. S. R. 1941, c. 32, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17. (\*)

20. By proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, the Lieutenant-Governor in Council may, at any time, extend to any judicial district in this Province, the court house of which has been destroyed by fire, the following provisions of the act 37 Victoria, Chapter 15, to remedy the losses caused by the burning of the Quebec court house; and, thereupon, on and after the day fixed in such proclamation, such provisions shall, *mutatis mutandis*, apply to every such judicial district. R. S. 1941, c. 32, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17. (\*)

Proclamation.

#### SECTION V

##### DES TAXES SUR LES PROCÉDURES JUDICIAIRES

Imposition de taxes sur les procédures.

21. Le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, imposer la taxe ou le droit qu'il juge convenable sur les procédures judiciaires, dans tout district autre que le district de Pontiac, et sur les clôtures d'inventaire, les assemblées d'un conseil de famille, les insinuations ou les enregistrements dans les bureaux de ces cours, les nominations de tuteurs ou curateurs, l'apposition ou la levée des scellés, les vérifications de testaments ou autres matières semblables, ainsi que sur toute procédure devant un ou des juges de paix, des juges des sessions, des shérifs, sur toute procédure devant un juge municipal ou une Cour municipale, et généralement sur toute procédure devant un juge de paix

#### DIVISION IV

##### BURNT COURT HOUSES

#### DIVISION V

##### TAXES UPON JUDICIAL PROCEEDINGS

21. The Lieutenant-Governor in Council may impose such tax or duty as he sees fit on any proceedings had in any of the courts in any district other than the district of Pontiac, and upon the closing of inventories, family councils, insinuations or registrations in the offices of such courts, the appointments of tutors or curators, affixing or taking off seals, probates of wills or other like matters, also upon any proceedings at sittings of a justice or justices of the peace, judges of the Sessions and sheriffs, respectively, upon any proceedings before any municipal judge or Municipal Court, and generally upon any proceeding before any judge, justice of the peace or judicial or ministerial

Taxation of certain proceedings.

(\*) Le texte de la loi 87 Victoria, chapitre 15, a été reproduit à la suite de l'article 2 du chapitre 82 des Statuts refondus, 1941.

(\*) The text of the act 87 Victoria, chapter 15, may be found immediately following section 2 of chapter 82 of the Revised Statutes, 1941.

ou officier de justice ou ministériel ou devant tout tribunal quelconque. S. R. 1941, c. 31, a. 24; 1-2 Eliz. II, c. 52, a. 3.

officer or court. R. S. 1941, c. 31, s. 24; 1-2 Eliz. II, c. 52, s. 3.

## SECTION VI

## DES BOISSONS ALCOOLIQUES DANS LES PRISONS

**Prohibition.** 22. 1. Il ne peut être vendu, fourni ou donné aucune boisson alcoolique aux personnes détenues dans quelque prison de la province, à moins qu'elle ne soit donnée par ordre d'un médecin, chirurgien ou pharmacien licencié.

**Infraction par officier.** 2. Si un geôlier, gardien ou officier d'une prison, vend, prête, fournit ou donne, permet ou souffre, sciemment, que des boissons alcooliques soient vendues, prêtées, fournies ou données dans une prison, ou y apportées, pour l'usage de tout prisonnier y détenu, excepté les boissons alcooliques qui peuvent être ordonnées comme susdit, ce geôlier ou gardien ou cet autre officier est passible, pour chaque semblable infraction, d'une amende de quarante dollars; et pour une deuxième infraction, en sus de telle amende, il encourt la perte de sa charge.

**Recouvrement de l'amende.** Cette amende est recouvrée avec dépens devant toute cour d'archives en cette province; moitié en est payée à la couronne, et l'autre moitié appartient à la personne qui en fait la poursuite.

**Boissons introduites dans une prison.** 3. Si une personne porte ou apporte, ou tente de porter ou apporter dans quelque une des prisons, des boissons alcooliques, excepté celles ordonnées comme susdit, le geôlier, le gardien ou l'officier, dans une telle prison, peut arrêter ou faire arrêter le délinquant et le conduire devant un juge de paix pour le district dans lequel la prison est située, lequel peut entendre et rendre jugement sur l'infraction d'une manière sommaire, et, sur conviction, envoyer ce délinquant à la prison commune ou à la maison de correction pour y être détenu pour un terme n'excédant pas trois mois. S. R. 1941, c. 31, a. 32.

**Peine.**

## SECTION VII

## DES INSPECTEURS DES PRISONS ET AUTRES INSTITUTIONS

**Nomination.** 23. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, en vertu de la présente

## DIVISION VI

## ALCOHOLIC BEVERAGES IN GAOLS

**22.** (1) No alcoholic beverage shall be sold, supplied, or given to any persons confined in any gaol in the Province, unless the same be prescribed or given by or under the direction of a licensed physician, surgeon or druggist.

(2) Any gaoler, keeper or officer of any gaol, who sells, lends, supplies or gives away, or knowingly furnishes or suffers any alcoholic beverage to be sold, lent, supplied or given in any gaol or brought therein for the use of any prisoner confined therein, except when prescribed or given as aforesaid, shall, for every such offence, be liable to a fine of forty dollars, and, for a second like offence, shall, over and above such fine, incur the forfeiture of his office.

Such fine shall be recoverable with full costs in any court of record in this Province; and one-half thereof shall go to the Crown and the other half to any person suing for the same.

(3) If any person carries, brings or attempts or endeavors to carry or bring, into any of the said gaols, any alcoholic beverage, except when prescribed as aforesaid, the gaoler, keeper or officer of any such gaol may apprehend, or cause to be apprehended, such offender, and bring him before a justice of the peace for the district in which such gaol is situated, who may hear and determine such offence in a summary manner, and, on conviction of the offender, shall commit him forthwith to the common gaol or house of correction for any time not exceeding three months. R. S. 1941, c. 31, s. 32.

## DIVISION VII

## INSPECTORS OF GAOLS AND OTHER INSTITUTIONS

**23.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint, under the provisions of



section, des personnes compétentes, au nombre de trois au plus, comme inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions.

**Contrôle.** Ces inspecteurs restent en charge durant bon plaisir et sont sous le contrôle du procureur général en ce qui concerne l'inspection des prisons, sous le contrôle du ministère de la santé pour ce qui concerne les hôpitaux et les asiles et sous le contrôle du ministre de la famille et du bien-être social pour ce qui concerne les institutions charitables et les écoles de protection de la jeunesse. S. R. 1941, c. 31, a. 33.

**Distribution des fonctions.** 24. Le procureur général, le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, peut en tout temps assigner aux inspecteurs respectivement telles parties qu'il juge à propos des fonctions qui sont, par la présente section, assignées aux inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions ou remplies par eux; il peut aussi, en tout temps, prescrire à l'un des dits inspecteurs d'avoir à remplir toutes fonctions qui ont été assignées à un autre ou sont ordinairement remplies par ce dernier. S. R. 1941, c. 31, a. 34.

**Inspection.** 25. Les inspecteurs visitent et examinent, séparément ou en corps, sous la direction du procureur général, toutes les prisons, maisons de correction et prisons, ou places de détention dans cette province, aussi souvent qu'il leur est prescrit par le procureur général ou par les règlements.

**Enquête.** Les inspecteurs ou chacun d'eux peuvent interroger, et ce sous serment s'ils le jugent à propos, quiconque tient une charge ou reçoit un salaire ou des émoluments dans un lieu de détention, requérir et examiner tous les livres et papiers se rapportant à ce lieu et s'enquérir de toutes les matières qui le concernent. S. R. 1941, c. 31, a. 35.

**Juges de paix.** 26. Les inspecteurs nommés en vertu de la présente section sont, à titre d'office et sans aucune condition de propriété foncière, juges de paix pour toute la province. S. R. 1941, c. 31, a. 36.

this Division, fit persons, not more than three in number, to be inspectors of gaols, hospitals and other institutions.

Such inspectors shall hold office during pleasure, and shall be under the control of the Attorney-General, in so far as the inspection of gaols is concerned, under the control of the Minister of Health as regards hospitals and asylums and under the control of the Minister of Family and Social Welfare as regards charitable institutions and youth protection schools. R. S. 1941, c. 31, s. 33.

**24.** The Attorney-General, the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, may, at any time, assign to the inspectors, respectively, such parts as he may think proper of the duties which are by this division assigned to or performed by inspectors of gaols, hospitals and other institutions, and may also, at any time, order any one of such inspectors to perform any duties which have been assigned to or are ordinarily performed by another. R. S. 1941, c. 31, s. 34.

**25.** The inspectors shall visit and inspect, either singly or together, under the direction of the Attorney-General, every gaol, house of correction, prison or place kept or used for the confinement of persons, in any part of the Province, as often as ordered by the Attorney-General or by the regulations.

The inspectors, or each of them, may examine, and under oath if they think proper, any person holding any office or receiving any salary or emolument in a place of confinement, and call for and inspect all books and papers relating to such place of confinement, and may inquire into all matters relating thereto. R. S. 1941, c. 31, s. 35.

**26.** The inspectors appointed in virtue of this Division shall be *ex officio*, and without the necessity of real property qualification, justices of the peace for the whole Province. R. S. 1941, c. 31, s. 36.

Règle-  
ments.

27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender ou abroger des règlements pour l'administration des prisons communes de cette province, en ce qui concerne:

1° L'entretien des prisonniers sous le rapport des aliments, des vêtements, de la literie et autres articles nécessaires;

2° Leur emploi d'une manière profitable pour les revenus publics;

3° Les soins de médecin;

4° L'instruction religieuse;

5° La conduite des prisonniers et les moyens de contrainte et de punition auxquels ils peuvent être soumis;

6° Le traitement et la garde des prisonniers généralement, toute l'économie et la régie interne de la prison, et toutes les matières qui s'y rattachent, selon qu'ils le jugent utile et expédient. S. R. 1941, c. 31, a. 37.

Visite  
d'hôpi-  
taux.

28. Les inspecteurs, séparément ou en corps, aussi souvent qu'il est prescrit par le ministre de la santé, le ministre de la famille et du bien-être social ou par les règlements, sont tenus de visiter et d'examiner chaque hôpital ou autre institution charitable, maintenu en entier par octroi de deniers publics, ou à l'aide de deniers prélevés en vertu de la loi, et de faire rapport au ministre de la santé ou au ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, de l'état de chaque hôpital ou autre institution charitable et de son administration. S. R. 1941, c. 31, a. 38.

Visite  
d'hôpi-  
taux.

29. Les inspecteurs, séparément ou en corps, doivent visiter et examiner chaque hôpital ou autre institution charitable supporté en tout par un octroi de deniers publics, chaque fois qu'ils en sont requis par le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, et lui faire rapport de ses états, administration et condition.

Accès  
refusé.

Si l'accès leur en est refusé pour telle inspection, ils doivent faire immédiatement rapport au ministre de ce refus et des circonstances qui s'y rattachent. S. R. 1941, c. 31, a. 39.

Asile de  
Beauport.

30. Tant que la Législature accordera un octroi à l'Hôpital St-Michel-Archange

**27. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal regulations for the administration of the common gaols of the Province, in matters relating to:**

Regula-  
tions.

(1) The maintenance of the prisoners in regard to diet, clothing, bedding and other necessities;

(2) Their employment to the profit of the public revenue;

(3) Medical attendance;

(4) Religious instruction;

(5) The conduct of the prisoners and the restraint and punishment to which they may be subjected;

(6) The treatment and custody of the prisoners generally, the whole internal economy and management of the gaol and all matters connected therewith as they may think useful and expedient. R. S. 1941, c. 31, s. 37.

**28. The inspectors, either singly or together, as often as may be ordered by the Minister of Health, the Minister of Family and Social Welfare, or by the regulations, shall visit and examine every hospital or other charitable institution supported wholly by grant of public money, or by money levied under authority of law, and report to the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, as to the condition and management of each hospital or other charitable institution. R. S. 1941, c. 31, s. 38.**

Inspection  
of hospi-  
tals.

**29. The inspectors, either singly or together, shall visit and examine every hospital or other charitable institution supported wholly by grant of public money, whenever required so to do by the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, and shall report to him upon its state, management and condition.**

In case of refusal of admission into the same for the purpose of inspection, they shall forthwith report such refusal and the circumstances attending the same, to the Minister. R. S. 1941, c. 31, s. 39.

Admis-  
sion re-  
fused.

**30. So long as any appropriation of money is made by the Legislature in aid**

Of Beauport  
Asylum.

(asile des aliénés de Beauport), près de Québec, les inspecteurs pourront visiter cet asile aussi souvent qu'ils le jugeront à propos, et devront le visiter lorsque le ministre de la santé l'ordonnera, et selon que le prescrivent les règlements.

Rapport annuel.

Dans leur rapport annuel, ils doivent exposer au long l'état et l'administration de cet asile, et la condition de ceux qui l'habitent. S. R. 1941, c. 31, a. 40.

Autres asiles.

31. Au cas où tout autre asile pour les aliénés, les sourds-muets ou les aveugles, serait maintenu entièrement aux frais du gouvernement, les inspecteurs, nommés en vertu de la présente section, ont et exercent les mêmes pouvoirs et remplissent les mêmes devoirs, relativement à ces asiles, que ceux qui leur sont conférés et assignés par l'article 30, relativement à l'Hôpital St-Michel-Archange. S. R. 1941, c. 31, a. 41.

Rapport annuel.

32. Les inspecteurs font un rapport annuel correct et complet au procureur général pour les prisons, maisons de correction et prisons, ou places de détention, au ministre de la santé pour les différents asiles, hôpitaux et institutions soumis à leur inspection, et au ministre de la famille et du bien-être social pour les institutions et écoles de protection de la jeunesse soumises à leur inspection, de l'état, de la condition et de l'administration des différentes institutions soumises à leur inspection et examinées par eux ou chacun d'eux pendant l'année précédente, avec les suggestions qu'ils croient opportun de faire pour leur amélioration, et, à ces rapports sont joints tous états et tableaux statistiques que peut juger utiles ou que requiert le procureur général, le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas. S. R. 1941, c. 31, a. 42.

Rapports spéciaux.

33. Si les inspecteurs trouvent, à quelque époque, qu'une prison, une maison de correction et prison, ou place de détention, ou un hôpital ou une autre institution charitable maintenu en entier par octrois de deniers publics ou à l'aide de deniers prélevés en vertu de la loi, ne possède pas

of the *Hôpital Saint-Michel-Archange* (Beauport Lunatic Asylum), near Quebec, the inspectors may visit such asylum as often as they may think fit and must visit it when ordered by the Minister of Health, as prescribed by the regulations.

In their annual report they shall give full particulars as to the state and management of such asylum and the condition of its inmates. R. S. 1941, c. 31, s. 40.

31. In case any other lunatic asylum, or any asylum for idiots, or for the deaf, dumb or blind, be maintained wholly at the expense of the Government, the inspectors appointed under this Division shall have and perform the same powers and duties with respect to such asylums respectively, as are vested in them by virtue of section 30 with respect to the *Hôpital Saint-Michel-Archange* (Beauport Lunatic Asylum). R. S. 1941, c. 31, a. 41.

32. The inspectors shall make a full and accurate annual report, to the Attorney-General in so far as gaols, houses of correction, prisons or places of confinement are concerned, to the Minister of Health in so far as the several asylums, hospitals, and institutions under their inspection are concerned, and to the Minister of Family and Social Welfare in so far as the institutions and youth protection schools under their inspection are concerned, of the state, condition and management of the various institutions subject to their inspection and inspected by them or any of them during the preceding year, together with such suggestions for the improvement of the same as they may deem necessary, and shall annex to such report all statements and tables of statistics as the Attorney-General, the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, may require or deem useful. R. S. 1941, c. 31, s. 42.

33. If the inspectors find at any time that a gaol, house of correction, prison or place of confinement, or a hospital or any other charitable institution, maintained wholly by the grant of public moneys or by the aid of moneys levied in virtue of the law, has not the proper and necessary

les aménagements convenables et nécessaires au point de vue de l'hygiène, ou qu'ils sont devenus impropres à la détention des prisonniers ou des patients, ils sont tenus d'en faire aussitôt rapport au procureur général, au ministre de la santé ou au ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas. S. R. 1941, c. 31, a. 43.

Réglementation.

34. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour préciser les devoirs des inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions et spécialement pour régler la fréquence et l'époque des visites et inspections. S. R. 1941, c. 31, a. 44.

appointments, as far as health is concerned, or that it has become unsuitable for the confinement of prisoners or patients, they shall forthwith report thereupon to the Attorney-General, the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be. R. S. 1941, c. 31, s. 43.

**34.** The Lieutenant-Governor in Council may adopt regulations to specify the duties of the inspectors of gaols, hospitals and other institutions and especially to ordain how often and at what period the visits and inspections are to be made. R. S. 1941, c. 31, s. 44.